est décédé en son château à Bettendorf le 18. XII. 1820) (Lefort, p. 28). A vrai dire l'attitude de N. PASTORET me paraît plus digne en comparaison.

Nos Archives du Gouvernement, Inventaire du Régime Français possèdent une suite de correspondance illustrant fort bien l'activité déployée par N. PASTORET à cette époque bouleversée.

Je cite les principales lettres :

Nous avons vu que l'installation du Tribunal Civil suivit l'Arrêté du Représentant du Peuple JOUBERT, daté de Luxembourg le 23 thermidor de l'An 3 (le procès-verbal d'installation du Tribunal Civil : 14 fructidor de l'an 3^m, fut signé par N. PASTORET, DUPREL e. a.). Or, déjà quelques jours après ledit arrêté de JOUBERT, PASTORET écrit le 28 thermidor de l'An 3^m, à LÉGIER en ces termes :

« Du 28 Thermidor L — an 3 de la République.

« Pastoret, comme Président du Tribunal Supérieur à Luxembourg
« à l'agent national de l'administration d'arrondissement du Luxem-
« bourg

« Citoyen

« ensuite de l'honneur de votre lettre de ce aujourd'hui que je reçois
« ce Soir relativement à l'entrevue ou la conférence concernant l'Exécu-
« tion de l'arrêté du représentant du Peuple du 23 de ce mois, Votre
« heure sera la mienne : Je serai chez moi jusqu'à 11 heures demain le
« matin et l'après dîné aussi je serai charmé de Vous recevoir ou de
« me trouver chez Vous ou ailleurs où vous voudrez me le faire dire.

Salut et fraternité

Votre concitoyen,
Pastoret.

(Inventaire Rég. Français — M — N° 1077 — 5)

N° 1077 — N° 5.

Lettre du Procureur-Sindic LÉGIER du 9 Pluviose au citoyen DUPREL qui toujours n'a pas fait acte de présence comme Juge au Tribunal Civil et n'a pas fait sa déclaration exigée par la Loi du 3 Brumaire, une des sections du Tribunal étant de ce fait toujours vacante :

Luxembourg, le 21 nivose 4^me année Républ.

« Le Président du Tribunal civil du département des forêts PASTORET
« au citoyen LÉGIER commissaire du directoire exécutif dudit département

« Le citoyen Duprel a répondu le 24 frimaire dernier qu'il arrivera
« à son poste de juge nommé au tribunal civil pour le 25 ou 26 du
« même mois. Par sa lettre du 27 il annonce d'avoir été attaqué subi-
« tement d'un dévoiement comme d'une espèce de dyssanterie et qu'il
« est d'intention de se rendre à son poste aussitôt que sa santé le